

Assemblée des déléguées et délégués syndicaux
31 octobre 2009
Québec

Rapport du président

La préparation de la négociation s'est terminée par la tournée de vote au cours de laquelle les membres ont ratifié les propositions émanant de l'assemblée des déléguées et délégués syndicaux ou des conseils d'unités de négociation des unités parapubliques. Dans tous les secteurs, la négociation s'est amorcée cette semaine, alors que celle de la table du Front commun a débuté le 30 octobre, jour du dépôt des revendications soutenues par 475 000 personnes, dont 74 % de femmes.

La fin de la phase préparatoire de la négociation s'est terminée par une tournée du Front commun dans treize villes du Québec. Amorcée le 13 octobre à Québec, la tournée s'est terminée le 29 octobre à Montréal. Les faits saillants de cette tournée sont les suivants :

- Dans toutes les villes, l'affluence a dépassé les attentes. En cours d'assemblée, il a souvent été nécessaire d'ajouter des chaises pour asseoir tout le monde et, en nombre d'endroits, des personnes ont dû rester debout pendant toute la réunion.
- Les auditoires ont rivalisé d'éloquence. Bien que nombre d'interventions aient traité des salaires ou autres dispositions de nos conventions collectives, nombre d'entre elles concernaient les difficultés importantes qu'éprouvent quotidiennement les personnes au service du public dans toutes les catégories d'emplois, depuis les personnes affectées à l'entretien ménager des centres de soins de santé jusqu'à celles qui, dans nos rangs, effectuent un travail de niveau professionnel, en passant par certains témoignages du personnel soignant ou enseignant. Les dénominateurs de ces contributions sont les suivants :
 - Il est devenu extrêmement difficile – voire impossible, dans certains cas – d'offrir des services qui sont à la hauteur des attentes légitimes de la population.
 - Dans tous les secteurs, la surcharge de travail diminue significativement le rendement du personnel et, conséquemment, la capacité de production des unités administratives, parce que la surcharge est cause de maladies professionnelles, d'erreurs et même de démissions.
 - Dans tous les secteurs, le recours à la sous-traitance s'est accentué. On se scandalise de ce qu'il n'y ait jamais d'argent pour embaucher le personnel propre à assurer des services en quantité et en qualité suffisantes, alors qu'il ne semble jamais en manquer pour « louer » à grands frais des effectifs d'agences, de sous-traitants en tous genres.
 - Les membres, particulièrement ceux qui sont au service de la fonction publique, ne tolèrent plus d'être dénigrés par la presse. On réclame des syndicats qu'ils répliquent systématiquement à toutes les attaques à leur intégrité ou à leurs compétences.

- Les membres, sans égard à leur appartenance syndicale, sont très satisfaits de faire partie du Front commun. Ils perçoivent celui-ci comme l'outil qu'il leur fallait pour imposer leur volonté commune de compter sur une vraie négociation qui se conclura par une vraie convention collective. Faire partie du Front commun redonne confiance, revitalise le militantisme et est aussi source de grande fierté à la base.
- Les membres du Front commun refusent que l'on présente leurs revendications comme facteurs d'aggravation de la crise économique actuelle et refusent aussi de se sentir coupables de revendiquer des salaires, des conditions de travail et un soutien opérationnel adéquat, qu'ils voient comme autant de conditions préalables au maintien de leur engagement et au rehaussement de la qualité des services qu'ils donnent quotidiennement en première, deuxième ou troisième ligne.

Pendant la tournée du Front commun, les attaques de la presse ont été féroces et concertées. Les répliques écrites du Front commun furent souvent ignorées par les médias. Toutefois, certaines percées ont pu être faites, notamment à l'occasion des conférences de presse annonçant la tenue d'une assemblée du Front commun, pendant certaines émissions de radio ou de télévision et à l'occasion de rencontres éditoriales avec *Le Soleil*, *Le Devoir* et *La Presse*.

La férocité et la précocité des attaques indiquent que le Front commun est vu comme une force importante dans les cercles gouvernementaux et patronaux. Comme une force menaçante aussi, puisque les chantres de l'économisme se rendent maintenant compte qu'au lieu d'être intimidé par les questions relatives au financement des services publics ou au contrôle des dépenses, le monde syndical s'y engage avec aplomb. Il profite de l'occasion qui lui est offerte pour démontrer la convergence des intérêts des syndiqués, qui veulent être traités justement et appuyés adéquatement dans leur travail, et des intérêts de la population, qui veut de bons services et qui peut ainsi accroître sa conscience de l'importance des services publics pour les personnes et les collectivités et se rallier à l'idée qu'il faut y investir l'argent qui en assurera la pérennité, l'universalité, l'accessibilité et la qualité.

Jeudi soir, à Montréal, lors de l'assemblée du Front commun, comme hier midi à Québec, la haie d'honneur accompagnant nos négociateurs se rendant déposer nos revendications a témoigné de l'extraordinaire mobilisation qui s'amorce dans toutes les organisations syndicales. Notons que ces deux activités sont des pierres blanches dans l'histoire syndicale québécoise :

- Ces activités furent organisées par un rassemblement syndical dont la taille, l'articulation, la cohésion et le dynamisme sont sans précédent dans les secteurs public et parapublic à un stade aussi précoce de la négociation;
- L'assemblée de Montréal et le dépôt des revendications ont été diffusés en direct sur la Toile informatique, une première sur le plan technologique, qui permet aux membres et à toute la population d'avoir accès à certaines activités syndicales importantes.

Ce qui est le plus important, c'est que le mouvement syndical des secteurs public et parapublic s'est donné les moyens de travailler à la fois sur deux chantiers : celui des contrats de travail et celui du contrat social. Comme je l'ai dit hier à Québec, le slogan du Front commun n'est pas « Ensemble pour notre seul intérêt », mais « Ensemble pour les services publics ». C'est cette

orientation qui fait peur aux puissances qui nous méprisent et qui nous siphonnent. Il nous appartient maintenant de soutenir notre thèse dans l'opinion publique et aux tables de négociation. La deuxième période s'amorce. La partie est loin d'être terminée, mais nous avons le talent, l'énergie et la grande équipe qu'il nous faut pour la gagner.

Ensemble pour les services publics !

Gilles Dussault
Président

Le 31 octobre 2009